

AGRICULTURE

Alerte au mildiou à Mostaganem

«C'est à croire que les produits phytosanitaires utilisés sont périmés ou inefficaces, en tout cas, ils n'ont pas eu les effets escomptés !» explique un fellah qui a semé pour 16 hectares dans une surface près de Sirat.

Les producteurs de pomme de terre sont affectés et pour cause ! Alors que le mildiou qui a fait des ravages dans les années 2007, demeure toujours vivace dans les esprits, revoilà le redoutable mildiou qui réinvestit le bassin maraîcher. «On a beau être vigilant, l'indomptable champignon attaque !», déclare ce patatier de la région de Bouguirat, au niveau de laquelle les premiers foyers dangereux ont été décelés au courant de la semaine dernière.

A la faveur des conditions climatiques particulièrement propices, par l'alternance des averses et des éclaircies, voire des coups de chaleur culminant au-delà des 23°C, cette apparition, à deux ou trois semaines à peine des premières récoltes du tubercule, semble advenir au

pire moment, compromettant la production tant attendue.

Le traitement était systématiquement effectué, conformément aux prescriptions des services de la protection des végétaux. La soudaine attaque conjuguée à la hantise du désastre n'a pas tardé à susciter la panique. Les dégâts risquent d'être irréversibles pour les «aventuriers» agriculteurs qui, hantés par le «gros lot» du bénéfice ont, comme toujours, osé mettre tous le bon paquet. Ainsi, on se précipite dans l'arrachage prématuré des tubercules. Il s'agit d'une récolte anticipée par la menace du désastre cryptogamique à travers laquelle on tente de récupérer, un tant soit peu, quelques frais. Les premiers avertissements ont d'ores et déjà été lancés à l'adresse des «patatiers».



Photos DR

On prodigue conseils et instructions techniques, mais les caprices du climat semblent s'en fiche totalement !

Malgré l'offre d'un produit de pomme de terre de la nouvelle récolte, Dame pomme de terre, de qualité bonne et moyenne,

n'ose pas descendre en-dessous des 60 DA/kg aux halls centrales de Souk-Elilil.

A. B.

RELIZANE

Le problème du vieux bâti persiste toujours

Le problème du vieux bâti (haouchs), au niveau des communes de la wilaya de Relizane, notamment ceux des quartiers El Graba, Tob dans la commune de Relizane en compagnie d'autres qui ont été recensés à travers les grandes agglomérations à l'image de ceux de la ville d'Oued R'hiou, persiste encore et toujours.

Certains propriétaires de ces vieilles habitations, qui défigurent le paysage urbain, s'opposent farouchement à une quelconque démolition, prétextant que ces bâtisses en ruine sont des «biens communs» à des familles ou fratries.

C'est cette démolition, et par voie de conséquence, le recasement des familles qui est au cœur des débats. Il est vrai que les autorités locales et plus précisément le P/APC de Relizane, s'étaient engagés à poursuivre l'opération de démolition de ces vieilles bâtisses et à recaser les familles : «Notre objectif est clair, nous espérons en finir avec ce dossier et



nous allons poursuivre nos opérations dans les jours à venir», avait-il déclaré.

Pour rappel, plusieurs centaines de familles ont été recasées suite à la démolition de leurs haouchs. Cette opération avait suscité de grands espoirs chez d'autres habitants de ces taudis de la honte.

Néanmoins, deux mois sont passés et les opérations de recasement se sont subitement arrêtées. Pour quel

motif ? Et bien, ces haouchs, comme il a été mentionné un peu plus haut, sont la propriété de certains qui refusent que leurs biens soient démolis, le cas, à titre d'exemple des Zerrarka et Bessamache ou encore les Zoubir. De l'aveu même d'un membre de la commission de relogement, ces propriétaires de la cité «s'opposent toujours à toute démolition».

A. Rahmane

À quand un lycée pour Si Fodil ?

Les habitants de la cité populaire Si Fodil, localité située dans la périphérie ouest, à quelques bornes du centre-ville, dénoncent les promesses non tenues par les décideurs de la wilaya de Relizane, surtout celle concernant la création d'un lycée pour améliorer les conditions de vie des élèves et leur permettre de continuer leurs études sans contraintes.

Les parents d'élèves de Si Fodil insistent sur le fait que leurs enfants étudient dans le lycée de Dallas, éloigné de plus de cinq kilo-

mètres, ce qui n'arrange pas les choses et nécessite des efforts financiers auxquels les uns et les autres sont incapables de faire face. En

outre, il y a le manque de moyens de transport, un relief difficile d'accès et des tronçons routiers durs à emprunter.

Les autorités locales adhèrent aux revendications des citoyens, en indiquant que la cité Dallas dispose de deux CEM et que la construction d'un lycée a été perçue comme étant une priorité lors d'une précédente session de l'APW avec

des promesses formulées publiquement par des cadres du secteur de l'éducation nationale et d'autres intervenants mais sans suite.

Dans ce contexte, les habitants de ladite cité sollicitent l'intervention du premier responsable de la wilaya afin qu'il prenne leur cas en considération et de trouver une solution à leurs progénitures.

A. R.

DIRECTION DES FORÊTS D'EL TARF

Une semaine d'exposition dédiée aux plantes ornementales

La grande placette 19-Mars-1962 sise au centre-ville d'El Tarf et qui est empruntée chaque jour par des milliers de personnes a accueilli les exposants versés dans l'exploitation et la vente des plantes ornementales.

Cette exposition la première du genre dans la wilaya dédiée aux plantes ornementales qui a connu la participation de cinq entreprises dont deux du secteur privé, a été inaugurée, hier, par le wali d'El Tarf, M. Mohamed Lebka.

Lors de cette manifestation qui s'étalera durant une semaine, à savoir du 26 mars au 2 avril, le premier responsable a révélé à une question du *Soir d'Algérie* sur le possible redéploiement de l'Entreprise régionale de génie rural (ENGR) qui connaît, actuellement, une asphyxie financière à cause de la baisse de la commande publique et la conjoncture économique actuelle, que les pouvoirs publics mettront à sa disposition des points de vente pour commercialiser les plantes au niveau des centres-villes d'El Kala et El Tarf.

«2017 sera l'année de sa mise à l'épreuve du marché. C'est une entreprise qui peut contracter des conventions avec les communes pour l'embellissement de placettes publiques. Il existe un marché juteux et c'est aux responsables de se mettre au diapason des besoins exprimés par les collectivités locales et les citoyens», a martelé le commis de l'Etat.

Reste que la filière des plantes ornementales dans la wilaya constitue, indéniablement, un filon et une aubaine pour les opérateurs économiques pour se rebiffer et se placer dans le dessein de créer des postes d'emploi et créer de la richesse en visant l'exportation en particulier.

Pour rappel, la wilaya compte plus de 80 000 hectares de forêts denses et deux grandes pépinières appartenant au secteur étatique.

Daoud Allam